



Peut-on se passer des sciences humaines et sociales pour penser la transition énergétique ?

François-Mathieu Poupeau

► To cite this version:

François-Mathieu Poupeau. Peut-on se passer des sciences humaines et sociales pour penser la transition énergétique ?. Le Cahier des Ponts, 2020, pp.12-13. halshs-02613831v2

HAL Id: halshs-02613831

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02613831v2>

Submitted on 2 Jul 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

PEUT-ON SE PASSER DES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES POUR PENSER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ?



FRANÇOIS-MATHIEU POUPEAU

Chercheur CNRS au LATTS,
professeur de l'École des Ponts
ParisTech

BIOGRAPHIE

Titulaire d'un doctorat en sociologie de
Sciences Po Paris

Chercheur au CNRS depuis 2002

Titulaire d'une habilitation à diriger des
recherches depuis 2015
(Université Paris-Est)

Directeur adjoint du Laboratoire techniques,
territoires et sociétés (LATTS) depuis 2019

Professeur de l'École des Ponts ParisTech,
cours dans le master Transition énergétique
et territoires (TET), le MS[®] Politiques et actions
publiques pour le développement durable
(PAPDD) et le MS[®] Action publique avancée
Maroc (MAPA-M)

Chercheur CNRS au LATTS et professeur de l'École, spécialisé notamment dans l'analyse des politiques publiques énergétiques, François-Mathieu Poupeau rappelle en quoi il est crucial d'intégrer les sciences humaines et sociales (comme la sociologie, la géographie ou les sciences politiques) dans les recherches sur les transitions énergétiques.

Promouvoir les sciences humaines et sociales (SHS) dans l'étude de la transition énergétique est une entreprise longue et difficile, tant beaucoup de réflexes portent les décideurs ou les milieux de la recherche et de l'innovation à privilégier d'autres champs de savoirs, comme les sciences de l'ingénieur. Paradoxe s'il en est, dans la mesure où les processus dont il est question sont très imbriqués dans nos sociétés, dans une chaîne de causalités complexes allant de l'amont (les choix sont conditionnés par des manières de penser et d'agir qui sont toujours situées) vers l'aval (les solutions techniques font l'objet de formes multiples d'appropriation ou de rejet). Les SHS nous apportent des éclairages essentiels pour comprendre les mécanismes de ces dynamiques et proposer un point de vue critique. À défaut de dresser un état de l'art complet, nous l'illustrerons à travers trois domaines, qui montrent la diversité des regards qu'offrent ces disciplines, au-delà de l'économie, qui est le plus souvent mise en avant.

Comprendre les modes de consommation et les usages de l'énergie

Un premier champ d'application est l'étude des modes de consommation de l'énergie, à travers de grandes enquêtes statistiques (de type INSEE) basées sur les catégories socio-professionnelles, l'âge, le lieu de résidence, etc. Ces tra-

voux alimentent les réflexions des décideurs, publics ou privés, lorsqu'ils créent des observatoires ou élaborent des stratégies. Au-delà, les SHS permettent aussi de comprendre les ressorts de l'acte de consommation, de manière plus qualitative, à travers les notions d'usages et de pratiques¹. Les travaux inspirés notamment des théories de la pratique² mettent l'accent sur le contexte dans lequel cet acte s'inscrit, dans ses dimensions matérielles (nature de l'habitat, accès aux infrastructures, objets), cognitives (compétences, savoirs) et normatives (motivations, émotions, significations, règles). Ils s'intéressent par exemple à l'étude des normes sociales qui influencent les individus, comme celle de confort énergétique, qui varie selon les cultures³. Ces approches ont en commun de remettre en question les notions de déterminant et de comportement, et de montrer que les individus ne disposent pas toujours de marges de manœuvre suffisantes pour faire évoluer leurs habitudes (ce qui est le postulat des théories comportementalistes). Ainsi, introduire des technologies ou des incitations économiques pour modifier des pratiques peut s'avérer inefficace si l'individu vit dans un contexte trop contraint. Pire, cet objectif peut être injuste et source d'inégalités : les déboires de la taxe carbone l'illustrent. Dans ce cas, les chercheurs en SHS ne cherchent pas à jouer un simple rôle de supplétifs au service d'une décision présentée

1 • Pour une synthèse voir : MARTIN, Solange et GASPARD, Albane, 2016. *Changer les comportements, faire évoluer les pratiques sociales vers plus de durabilité. L'apport des sciences humaines et sociales pour comprendre et agir*. ADEME.

2 • GARABUAU-MOUSSAOUI, Isabelle et PIERRE, Magali, 2016. *Pratiques sociales et usages de l'énergie*. Paris : Lavoisier.

3 • Enquêtes de Wilhite, Nakagami, Masuda, Yamage et Hanada sur la Norvège et le Japon.

comme nécessaire. Ils aspirent aussi à remplir une fonction critique.

Saisir les dynamiques territoriales

À l'heure où ils sont mis en avant comme un levier clé de la transition énergétique, les SHS ont également beaucoup à apporter dans la connaissance des territoires. Les « atlas » constitués par les démographes et géographes permettent de localiser certains phénomènes, comme la précarité énergétique, ou de cartographier, grâce à la modélisation, les émissions de gaz à effets de serre ou les flux de déplacements. Ce sont là autant d'outils pour développer des stratégies d'action.

D'autres travaux étudient les territoires de façon moins statique, en s'intéressant à la manière dont se construisent, en leur sein, des dynamiques d'action collective. Leur éclairage est précieux pour comprendre, par exemple, les logiques de déploiement des énergies renouvelables, présentées comme un élément majeur de la transition énergétique. Les géographes de la « école française de la proximité » (comme Michel Deshaies et Bernard Pecqueur) ou les chercheurs mobilisant la notion d'agencement sociotechnique (dont Alain Nadaï et Olivier Labussière) montrent bien qu'entre la source naturelle, identifiable sur une carte en fonction de critères physiques, et la ressource, qui correspond à la valorisation effective de ce gisement potentiel, interviennent

des systèmes d'acteurs et d'objets techniques hétérogènes qu'il faut réussir à stabiliser dans le temps. Les études nécessitent de développer des connaissances très fines pour comprendre la nature des mobilisations, interroger le bien-fondé des projets et éviter d'appliquer un arsenal de solutions toutes prêtes (mieux communiquer, faire œuvre de « pédagogie », etc.).

Analyser les politiques publiques

Un troisième champ d'application des SHS concerne l'analyse des politiques publiques visant à orienter les processus de transition énergétique. Outre le fait qu'elles peuvent développer une pensée critique sur les choix des gouvernants (quant aux finalités poursuivies en matière de stratégie énergétique) et sur les conditions de leur élaboration (comme le caractère démocratique des décisions⁴), les SHS permettent aussi d'évaluer l'efficacité de certains dispositifs, au regard des objectifs qu'ils poursuivent. Des travaux sur l'usage des taxes, éco-prêts à taux zéro ou crédits d'impôts⁵ montrent ainsi l'impact réel, souvent limité, de ces instruments incitatifs, mettant en évidence les contradictions pouvant exister entre les objectifs recherchés ou les effets d'aubaine (les décisions auraient été prises de toute façon) et les effets de rebond (les gains réalisés entraînent d'autres formes de consommation d'énergie) auxquels ils peuvent donner lieu.

Sur un autre registre, les travaux sur la gouvernance interrogent la capacité des acteurs publics à piloter les politiques de transition énergétique. Ils portent, par exemple, sur les démarches de planification qui se sont multipliées depuis plusieurs années, aux niveaux national (programmation pluriannuelle de l'énergie), régional (schémas régionaux d'aménagement et de développement durable du territoire) ou local (plans climat air énergie territoriaux), dont l'articulation est problématique⁶. Ils s'intéressent aussi aux dispositifs cherchant à réduire la précarité énergétique ou à accélérer la rénovation thermique des bâtiments, pour lesquels des problèmes aigus de coopération peuvent exister entre les parties prenantes.

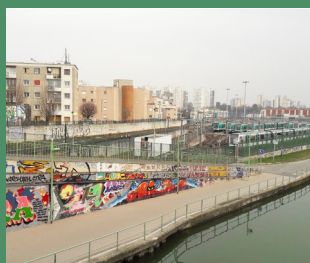
Ces illustrations montrent que l'étude de la transition énergétique est aussi l'affaire des SHS, dans la mesure où les processus concernés reposent sur des représentations, intérêts, valeurs, normes, pratiques et modes de gouvernance qui sont toujours le fruit de constructions sociales singulières. Dans un domaine encore très marqué par la prégnance des savoirs techniques, il est nécessaire non pas d'opposer les disciplines mais de construire un dialogue fécond dans lequel l'équilibre, la complémentarité et la diversité des postures de recherche sont valorisés, afin d'éviter que la transition énergétique ne soit une affaire de « spécialistes », déconnectée des questions de société qu'elle peut soulever.

• FRANÇOIS-MATHIEU POUPEAU

4 • Voir sur le nucléaire TOPÇU, Sezin, 2013, *La France nucléaire. L'art de gouverner une technologie contestée*. Paris : Éditions du Seuil.

5 • Voir par exemple la contribution d'Arthur Jobert (chapitre 7) dans : GARABUAU-MOUSSAOUI, Isabelle et PIERRE, Magali, 2016, *Pratiques sociales et usages de l'énergie*, op. cit.

6 • POUPEAU, François-Mathieu, 2015, *Piloter la transition énergétique par les démarches stratégiques : usine à gaz ou atout pour l'action publique ?*. *Le quatre pages* en ligne, n°29, 2015, PUCA.



Vue du territoire d'Est-Ensemble, terrain d'étude du projet VITE!
© Meriam Bechir.

PROJET ANR VITE!

Olivier Coutard (LATTS) et Caroline Gallez (LVMT)

Au sein du projet ANR VITE! (Villes et Transitions Énergétiques), une vingtaine de chercheurs de 7 laboratoires membres du Labex Futurs urbains (dont le LATTS, le LVMT et le CIRED) explorent les conditions d'avènement d'une transition énergétique à l'échelle de la région Île-de-France. En combinant enquêtes auprès des parties prenantes et modélisation/simulation des effets des mesures envisagées, la recherche menée confirme l'écart entre les objectifs affichés des

pouvoirs publics et la trajectoire énergétique régionale observée. Les raisons sont multiples : les faibles moyens d'action des acteurs publics locaux en matière énergétique ; la surenchère réglementaire qui inhibe les acteurs et restreint leurs capacités d'innovation ; l'efficacité discutable des mesures d'aménagement ; les difficultés des pouvoirs publics à appréhender, et *a fortiori* à orienter, l'évolution pourtant incontournable des pratiques sociales.

